

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 666 / juin 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

### La conjoncture économique à la Martinique

#### Consolidation du climat conjoncturel

Au premier trimestre 2021, le climat conjoncturel est globalement inchangé par rapport au trimestre précédent. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit ainsi à 98,9 points (-0,2 point), soit au niveau de sa moyenne de longue période (100 points). Ceci suggère que le climat conjoncturel, qui s'est redressé à partir de mi-2020, a désormais atteint un plateau.

Dans le détail, les réponses des entreprises concernant le trimestre en cours (correspondant au premier trimestre) ont, dans l'ensemble, contribué négativement à l'évolution de l'ICA. En particulier, les entreprises déclarent une activité en légère baisse sur les trois premiers mois de l'année. Les réponses des entreprises concernant le trimestre à venir (correspondant au deuxième trimestre) ont, quant à elles, contribué plutôt positivement à l'évolution de l'ICA. Le regain d'optimisme eu égard aux prévisions d'effectifs, de délais de paiement et aux prévisions d'investissement reflète en partie la fin des mesures de freinage contre la Covid-19, programmée au deuxième trimestre. Il compense ainsi dans l'ICA le fléchissement des soldes d'opinions pour le premier trimestre.

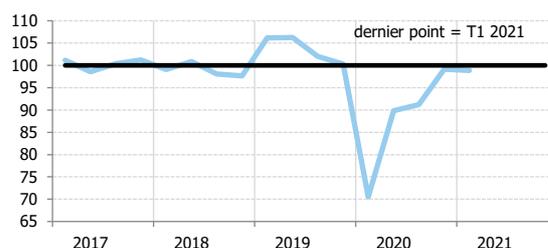
Il compense ainsi dans l'ICA le fléchissement des soldes d'opinions pour le premier trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture, une majorité d'entreprises (59,5 %) déclare un chiffre d'affaires en progression ou stable au premier trimestre, par rapport au premier trimestre 2020. Elles sont également une majorité (65,3 %, contre 71,0 % au trimestre précédent) à anticiper un chiffre d'affaires en hausse ou stable pour l'année 2021.

Les entreprises interrogées dans le cadre de notre enquête ont continué à bénéficier, au premier trimestre 2021, de concours financiers exceptionnels destinés à les aider à faire face aux difficultés de trésorerie. Elles ont néanmoins été moins nombreuses (26,0 %) qu'à la fin de l'année dernière (35,3 %) à solliciter des aides publiques, dont les prêts garantis par l'État (PGE). Elles ont été plus nombreuses (9,4 % contre 5,9 % précédemment), en revanche, à avoir recours à des concours bancaires hors PGE (report d'échéances bancaires, découvert autorisé, affacturage, autre) ou à solliciter un allongement des délais de règlement de leurs fournisseurs (18,8 % après 5,9 %).

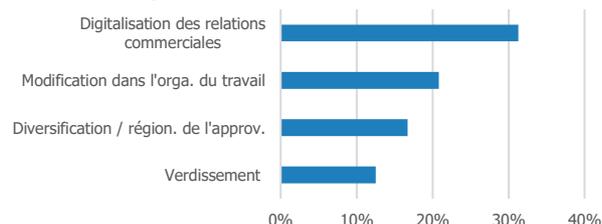
Par ailleurs, la crise sanitaire a entraîné d'importants changements au sein des entreprises martiniquaises. Près d'un tiers des chefs d'entreprise interrogés déclare ainsi avoir digitalisé ses relations commerciales au cours de l'année (le plus souvent via la création d'un site internet marchand ou relais). Une entreprise sur cinq annonce avoir modifié l'organisation du travail au sein de son établissement, en instaurant notamment la pratique du télétravail. Enfin, 12,5 % des entreprises ont mis en place des procédés permettant de réduire leur impact environnemental. Un tiers des dirigeants interrogés ne déclare aucun changement au sein de l'entreprise.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Changements majeurs qui ont affecté les entreprises au cours de l'année écoulée



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

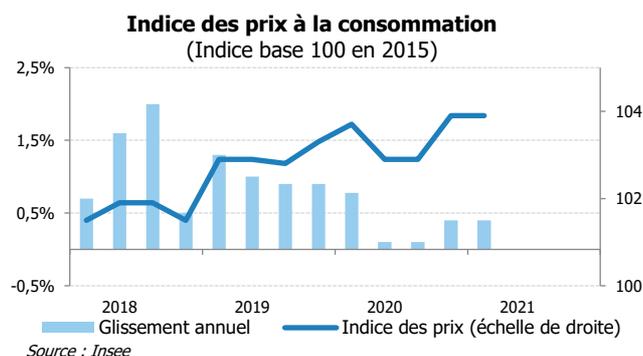
Interrogés sur leurs plus grandes craintes concernant l'activité économique dans les mois à venir, 24,8 % des chefs d'entreprise ont évoqué la prolongation des restrictions sanitaires (qui constitue, pour trois quarts d'entre eux, la première préoccupation) ; 17,9 % des chefs d'entreprise ont suggéré le manque de débouchés client (qui constitue la crainte principale pour moins d'un tiers d'entre eux) ; et 15,6 % ont mentionné la hausse du coût du fret (première source d'inquiétude pour une entreprise sur dix l'ayant signalé).

Globalement, bien que la majorité des chefs d'entreprise semble optimiste pour le futur, un peu plus d'un chef d'entreprise sur dix déclare un risque de défaillance pour sa structure au cours des douze prochains mois.

## Stabilité des prix

Après une hausse de 1,3 % entre octobre 2020 et janvier 2021, synonyme de rattrapage de la tendance pré-Covid, l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) progresse plus modestement (+0,2 %) en mars par rapport à janvier 2021 (les données à fin décembre sont indisponibles, l'Insee n'ayant pu organiser les relevés des prix pendant le deuxième confinement). Dans le détail, les prix de l'énergie continuent de grimper de +6,8 %, en lien avec la correction à la hausse des prix des produits pétroliers (+7,9 %). Sur la période, les prix de l'alimentation et des services diminuent respectivement de -0,6 % et -0,7 %. Les prix des produits manufacturés restent stables.

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,4 % en mars. Sur un an, la dynamique haussière s'explique principalement par le renchérissement de l'énergie (+4,7 %) et, dans une moindre mesure, par celui des produits manufacturés (+0,7 %). Les prix de l'alimentation et des services baissent respectivement de 1,3 % et 0,1 %.



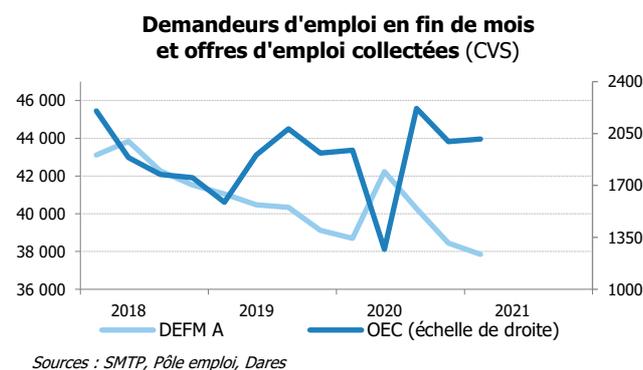
Les prix de l'alimentation et des services baissent respectivement de 1,3 % et 0,1 %.

## Lente normalisation du marché du travail

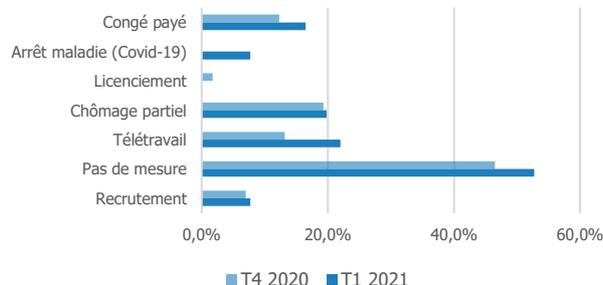
À fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 37 850 personnes, en baisse de 1,6 % (CVS) en variation trimestrielle après -4,5 % (CVS) au trimestre précédent. Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (-0,7 %, CVS), celui de la catégorie des 25-49 ans (-2,4 %, CVS), comme celui de la catégorie des plus de 50 ans (-0,7 %, CVS) sont en baisse en variation trimestrielle. En variation annuelle, le nombre de DEFM A décroît également de 2,2 % (CVS).

Toutefois, à l'image du trimestre précédent, ces chiffres doivent être relativisés au regard des autres données concernant le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate) a ainsi augmenté de 7,0 % en début d'année (CVS). Par ailleurs, selon les statistiques de l'Acoss, si les effectifs moyens salariés du secteur privé (hors agriculture) sont en légère hausse au premier trimestre (+0,4 %), ils restent en retrait par rapport à la période pré-crise (-0,7 % et -0,9 % respectivement par rapport au T1 2020 et au T4 2019), suggérant que la normalisation des conditions sur le marché du travail est lente.

À cet égard, l'enquête de conjoncture de l'IEDOM suggère qu'une entreprise sur 5 recourt encore au chômage partiel au premier trimestre, conservant des salariés sur le marché du travail, mais en situation de sous-emploi. L'enquête révèle également que l'usage de mesures spécifiques concernant la sauvegarde et l'aménagement de l'emploi au premier trimestre est plutôt hétérogène. En effet, bien que 52,7 % des entreprises n'appliquent aucune mesure spécifique (contre 46,5 % au quatrième trimestre 2020), la part de celles qui pratiquent le télétravail (22,0 % contre 13,2 % au T4) et les arrêts maladie pour Covid-19 (7,7 % contre 0,0 % au T4) augmente. Enfin, elles sont une proportion toujours aussi faible à recruter (7,7 % après 7,0 % au T4).



## Mesures mises en place pour l'emploi



## Des prévisions d'investissement favorables

L'optimisme des chefs d'entreprise sondés par l'enquête de conjoncture se renforce légèrement au premier trimestre, selon leurs prévisions d'investissement dans les douze prochains mois. Celles-ci atteignent en effet leur niveau moyen de l'année 2019.

Les immatriculations de véhicules utilitaires bondissent de 53,0 % (CVS) par rapport au quatrième trimestre 2020, comme la livraison de locaux commerciaux neufs (dont les attestations de conformité électrique progressent de 196,2 %, en CVS). La croissance des encours de crédit d'exploitation (+5,2 %) et, dans une moindre mesure, de crédit d'investissement (+0,5 %) illustre cet optimisme. Par ailleurs, les importations de biens d'investissement exprimées en glissement annuel augmentent par rapport au même trimestre l'année précédente (+15,1 %, CVS).

Les entreprises des secteurs du tourisme, des autres industries, des services aux entreprises, du BTP, et dans une moindre mesure, de l'industrie agroalimentaire sont particulièrement confiantes. Seules les prévisions d'investissement du secteur du commerce sont mal orientées.

En termes de vulnérabilité des entreprises, la situation semble s'améliorer. Les impayés sur effet reculent à la fois en montant (-64,8 % à 0,6 M€) et en nombre (-29,4 %, à 113) au premier trimestre. De plus, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de baisser (-4,3 % en variation trimestrielle, -21,1 % en glissement annuel).

## La consommation des ménages en hausse

Au premier trimestre, la consommation des ménages semble être orientée à la hausse. En effet, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale en croissance significative. Le solde d'opinions des entreprises du secteur du commerce atteint 76,6 %, soit son niveau le plus haut depuis 5 ans. Cette confiance se reflète dans la forte hausse des ventes de véhicules de tourisme neufs (+47,9 %, CVS) et la hausse significative du chiffre d'affaires des hypermarchés (+2,8 %, CVS) au premier trimestre.

Les importations de biens de consommation durables (+15,0 %, CVS) et non durables (+1,2 %, CVS) sont en progression en glissement annuel au début de 2021. Par ailleurs, à mi-mars, les montants cumulés de paiements par carte bancaire des ménages martiniquais sont supérieurs de 5 % à leur niveau de 2020, et de 10 % à leur niveau de 2019.

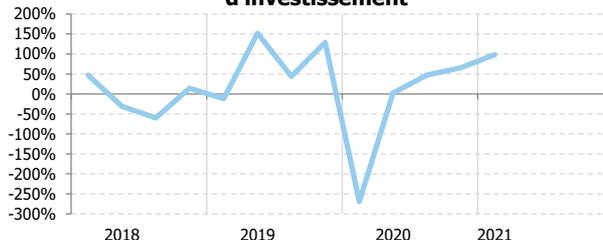
Enfin, la vulnérabilité financière des ménages diminue. Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement (-25,0 %), d'incidents de paiement sur chèques (-4,9 %), de retraits de cartes bancaires (-2,8 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-4,3 %) fléchissent sur les trois derniers mois.

## Progression des exportations (hors produit pétrolier)

Hors produits pétroliers, les exportations progressent de 2,2 % (CVS), tirées à la hausse par les exportations de la catégorie « autres produits industriels » (+10,5 %, CVS) ainsi que par les produits agricoles (+13,0 %, CVS), dont la hausse des exportations de bananes de 13,9 % (CVS). Les exportations totales martiniquaises (+13,8 %, CVS) augmentent ce trimestre en raison de la forte hausse des exportations de produits pétroliers (+146,5 %, CVS). Les échanges de produits pétroliers croissent significativement ce trimestre en raison de la reprise des activités de la SARA, la raffinerie de Martinique, qui était arrêtée pour des opérations de maintenance à la fin de l'année 2020.

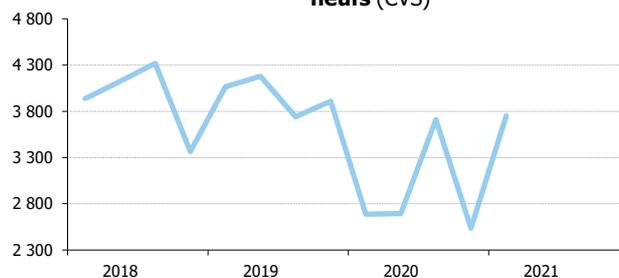
En revanche, les importations hors produits pétroliers diminuent ce trimestre (-5,5 %, CVS). Cette évolution découle notamment de la baisse des importations des équipements mécaniques et matériels électriques (-10,7 %, CVS), des produits de l'industrie agroalimentaire (-9,5 %, CVS) ainsi que de celles des autres produits industriels (-4,4 %, CVS).

Solde d'opinions des prévisions d'investissement



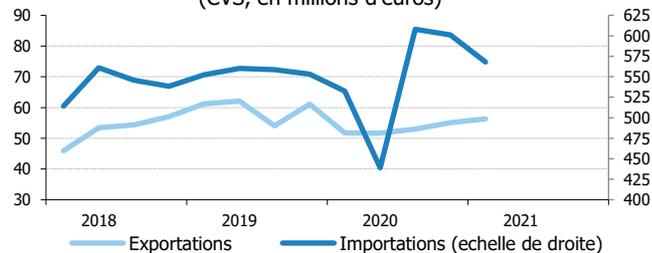
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Immatriculations de véhicules particuliers neufs (CVS)



Source : Association Auxiliaires de l'Automobile

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



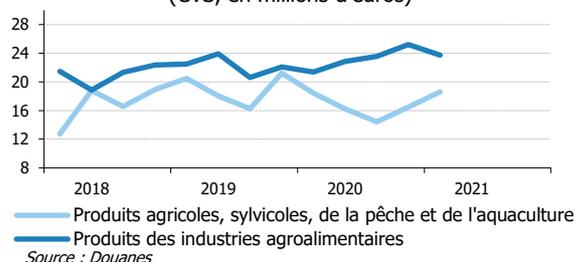
Source : Douanes

## La conjoncture sectorielle

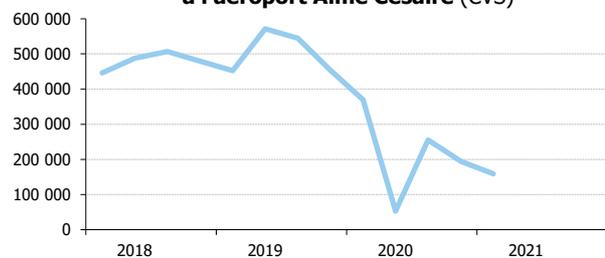
Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité économique sectorielle de la Martinique semble s'être dégradée au premier trimestre 2021 pour une majorité de secteurs, à l'exception des secteurs du commerce et des services aux entreprises. Les soldes de gestion indiquent des prix en baisse sur la période, des délais de paiement rallongés et une trésorerie dégradée.

Les dirigeants des **secteurs primaires et de l'industrie agroalimentaire** constatent une activité en repli au premier trimestre. Selon leurs déclarations, le climat d'affaires est défavorable, en particulier du fait de la dégradation de la trésorerie et de la baisse de leurs prix de vente. La moitié des professionnels du secteur constatent d'ailleurs une baisse de son chiffre d'affaires sur le trimestre par rapport au premier trimestre 2020. Cette baisse est toutefois à analyser en regard des grèves qui avaient frappé les ports de l'Hexagone début 2020, et qui s'étaient traduites par une forte commercialisation des produits locaux. Au premier trimestre 2021, les exportations (-5,9 %, CVS) et importations (-9,5 %, CVS) de produits des industries agroalimentaires se contractent (la production de rhum baisse de 22,6 %, CVS). Par ailleurs, dans le segment de l'élevage, les abattages de bovins sont en baisse (-2,2 %, CVS) sur le trimestre et les importations de viandes bovines (-6,4 %, CVS) et de volailles (-14,9 %, CVS) reculent également.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Les déclarations des professionnels du **tourisme** traduisent toujours une forte dégradation de l'activité. Tous les soldes d'opinions demeurent mal orientés. La totalité des interrogés déclarent une baisse de chiffre d'affaires sur le premier trimestre par rapport à la même période l'année dernière. Pour rappel, le premier trimestre compte globalement pour 40 % du chiffre d'affaires annuel du secteur. Les restrictions sanitaires et les motifs impérieux nécessaires aux déplacements à destination et en provenance de l'Hexagone pénalisent toujours le secteur en faisant encore chuter la fréquentation de l'aéroport (-18,3 %, CVS) au premier trimestre. En conséquence, les chefs d'entreprise déclarent une baisse de leurs effectifs, ainsi que de leurs prix de vente. En revanche, avec la fin des

mesures de restriction concernant les déplacements dans les DFA au deuxième trimestre 2021, les professionnels du tourisme anticipent pour la première fois depuis un an et demi une hausse de l'activité. Ils révisent à la hausse leurs prévisions d'investissement, et envisagent également de procéder à des recrutements.

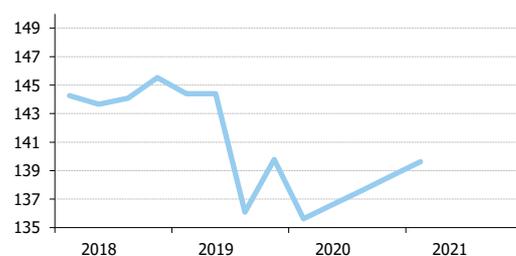
Les représentants du **secteur de l'industrie** (hors industrie agroalimentaire) ont déclaré une activité en légère contraction au premier trimestre. Plus de trois entreprises industrielles sur quatre déclarent notamment un chiffre d'affaires inférieur au trimestre précédent. Dans ce contexte, les professionnels affirment avoir des charges d'exploitation en dégradation (quoique moins rapide qu'au trimestre précédent) ainsi qu'une diminution de leurs effectifs. Toutefois, ils prévoient une activité en croissance pour le prochain trimestre et des perspectives d'investissement à la hausse.

Selon les déclarations des professionnels du **BTP**, le volume d'activité recule pour la première fois depuis 9 mois. Les entrepreneurs signalent par ailleurs une dégradation de l'ensemble des soldes de gestion (forte pour les charges d'exploitation, faible pour la trésorerie et les délais de paiement). La progression des ventes de ciment (+12,7 %, CVS) et la reprise des livraisons de logements neufs (+186,3 %, CVS) nuancent toutefois ce constat. Enfin, 85,7 % des chefs d'entreprise du secteur déclarent un chiffre d'affaires au premier trimestre supérieur à celui du premier trimestre 2020.

Les dirigeants de sociétés du secteur des **services aux entreprises** déclarent une activité en légère hausse au premier trimestre. La trésorerie est en nette amélioration, malgré des charges d'exploitations plus lourdes. Ils déclarent par ailleurs des effectifs stables d'un trimestre sur l'autre et prévoient dans l'ensemble d'investir dans les douze prochains mois. 81,3 % des entreprises appartenant à ce secteur déclarent ainsi réaliser un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui du premier trimestre 2020.

Le secteur du **commerce** est le seul secteur où le climat d'affaires est bien orienté ce trimestre, avec une activité en progression. Exceptés le solde de trésorerie et les prévisions d'investissement, tous les soldes d'opinions sont orientés favorablement. Deux tiers des entreprises du secteur déclarent une hausse du chiffre d'affaires au premier trimestre par rapport à la même période l'année dernière. Les ventes, à la fois du secteur automobile (+47,9 %, CVS) et du secteur de la grande distribution (+2,8 %, CVS), sont en hausse.

Chiffre d'affaires des hypermarchés (CVS, en millions d'euros)



À partir du T3 2020, le périmètre du chiffre d'affaires des commerces de la grande distribution a été élargi.

Source : DIECCTE

# La conjoncture régionale et internationale

## FORTE CONTRACTION ET LENTE REPRISE POUR L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Selon les dernières prévisions du FMI (avril 2021), le PIB de la région se contracte de 7,0 % en 2020, dépassant de loin le ralentissement mondial (-3,3 %). La croissance de la région se redresse pourtant rapidement au second semestre 2020, à un rythme toutefois plus lent que celui de l'économie mondiale et plus particulièrement des pays émergents.

Dans le détail, le PIB des îles tributaires du tourisme<sup>1</sup> chute de 10,1 % en 2020 tandis que celui des pays exportateurs de produits de base<sup>2</sup> progresse de 4,7 %. Les effets au sein des pays sont hétérogènes. Ainsi, le secteur manufacturier rebondit plus rapidement que celui des services à forte intensité de contacts. Malgré les mesures de soutien en vigueur dans plusieurs pays, les marchés de l'emploi restent fragiles. Le revenu moyen chute depuis le début de la pandémie avec des divergences prononcées entre les pays, les secteurs d'activité et les groupes démographiques. Pour exemple, les femmes et les travailleurs peu qualifiés accusent les pertes de revenus les plus importantes, face à l'arrêt de leur activité ou à la réduction de leur nombre d'heures travaillées.

Selon les estimations, la pauvreté augmente de 19 millions de personnes et les inégalités, mesurées par le coefficient de Gini, progressent de 5 % par rapport au niveau d'avant crise. La pandémie laissera également des dommages durables au capital humain, dus aux fermetures d'écoles plus longues que dans d'autres régions. Bien que les pertes d'apprentissage précises soient difficiles à estimer, l'analyse des services du FMI suggère que les étudiants âgés de 10 à 19 ans pourraient s'attendre à un revenu inférieur de 4 % en moyenne au cours de leur vie, si les jours de scolarité perdus en 2020 ne sont pas compensés.

Pour l'année 2021, les perspectives sont soumises à de nombreuses incertitudes tandis que la course entre les vaccins et le virus se poursuit. Selon les projections du FMI, la croissance en Amérique latine et dans la Caraïbe s'élèverait à 4,6 %, demeurant inférieure à celle des pays émergents (+5,8 % hors Chine). Le revenu par habitant ne devrait pas retrouver son niveau d'avant la pandémie avant 2024, soit une perte cumulée de 30 % par rapport à la tendance d'avant-crise. Les économies caribéennes dépendantes du tourisme devraient être les dernières à se redresser en raison de la lente reprise des déplacements. Par ailleurs, l'augmentation des rendements à long terme aux États-Unis présente jusqu'ici un impact modéré sur les prix des actifs et les flux de capitaux dans la région. Toutefois, une hausse continue des taux d'intérêt à long terme représente un risque.

Source : IMF blog, Alejandro Werner, Takuji Komatsuzaki et Carlo Pizzinelli.

<sup>1</sup> Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

<sup>2</sup> Guyana, Suriname et Trinité-et-Tobago.

## UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au Japon, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **C. DORWLING-CARTER** — Responsable de la rédaction : **N. GOBALRAJA**  
Rédaction : **A. SAREMI** — Éditeur et imprimeur : IEDOM